



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 148

Loi modifiant la Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises

Présentation

Présenté par
M. Gérald Tremblay
Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie

Éditeur officiel du Québec
1993

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi donne suite à certaines mesures annoncées dans le Discours sur le budget du 20 mai 1993.

Il permet au gouvernement d'adopter par règlement un tarif de droits et honoraires payables à la Société de développement industriel du Québec pour tout acte qu'elle pose en vertu de la loi. Il autorise également le gouvernement à adopter une disposition réglementaire pour modifier le délai à l'intérieur duquel une corporation doit présenter sa demande pour obtenir un visa de la Société de développement industriel du Québec à l'égard d'un placement admissible.

Projet de loi 148

Loi modifiant la Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 20 de la Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises (1992, chapitre 46) est modifié par l'addition, après le paragraphe 7°, du suivant:

«8° déterminer des tarifs de droits et honoraires payables à la Société de développement industriel du Québec à l'occasion de tout acte qu'elle pose en vertu de la présente loi. »

Les règlements qui seront pris en application de ce paragraphe 8°, entre le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*) et le (*indiquer ici la date qui suit de 6 mois celle de l'entrée en vigueur de la présente loi*), pourront prévoir que leurs dispositions s'appliquent aux demandes de visa reçues après le 31 août 1993.

2. Les règlements qui seront pris en application du paragraphe 1° de l'article 20 de la Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises, entre le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*) et le (*indiquer ici la date qui suit de 6 mois celle de l'entrée en vigueur de la présente loi*), pourront prévoir que leurs dispositions s'appliquent aux visas délivrés après le 20 mai 1993.

3. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).